

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 21 décembre 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "fixant la date de l'entrée en vigueur de certains articles de la loi portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la Gendarmerie et organisant les modalités de transfert de certains membres du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure à la Gendarmerie", a donné le 18 janvier 1999 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 21 december 1998 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige artikelen van de wet houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de Rijkswacht en tot organisatie van de modaliteiten van overdracht voor sommige personeelsleden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur naar de Rijkswacht", heeft op 18 januari 1999 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. En ce qui concerne l'accomplissement des formalités prévues par l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, est jointe à la demande d'avis une lettre du Ministre de la Fonction publique, datée du 23 juin 1998, dans laquelle celui-ci fait part de son accord et de celui du Ministre du Budget.

Cet accord a visiblement été donné sur une version du projet antérieure à celle actuellement soumise au Conseil d'Etat.

La lettre fait en effet allusion à une limite d'âge pour le transfert à la gendarmerie. Or cette limite d'âge a été supprimée dans la version actuelle du présent projet, le projet de loi, devenu la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie, ayant entre-temps été amendé précisément pour interdire au Roi d'introduire une telle limite d'âge.

Le présent avis est dès lors donné sous réserve des accords requis par l'arrêté royal du 16 novembre 1994 précité.

2. Le présent projet organise le transfert de membres du personnel de la police maritime vers la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie.

.../...

Ce transfert serait effectué sur une base volontaire, sauf en ce qui concerne les membres du personnel qui faisaient partie, au 28 février 1997, de la Régie des transports maritimes et qui ont été transférés au ministère des Communications et de l'Infrastructure lors de la dissolution de la Régie : ces agents seraient transférés d'office.

L'article 11, § 4, alinéas 1er et 2, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, inséré par la loi du 17 novembre 1998 dispose comme suit :

"§ 4. La catégorie de personnel de police spéciale comprend les membres du personnel de la police maritime et de la police aéronautique qui sont transférés à la gendarmerie. Ils sont chargés des missions visées aux articles 16bis et 16ter de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

Le Roi détermine leur nombre et les modalités de transfert, sans qu'Il puisse y prévoir une limite d'âge."

Dans son avis L. 27.631/4, donné le 3 juin 1998 sur ces dispositions, alors à l'état de projet, le Conseil d'Etat a suggéré de préciser dans le texte lui-même si le transfert devait se faire sur une base volontaire ou obligatoire. Cette suggestion n'a pas été suivie en ce qui concerne la police maritime.

Quant aux travaux préparatoires, aucun enseignement ne peut en être tiré.

En effet, si l'on peut lire dans l'exposé des motifs, qu'en "ce qui concerne le personnel de la police

.../...

maritime un transfert à la gendarmerie ne sera pas imposé sauf en ce qui concerne les anciens membres du personnel de la Régie des transports maritime" (1), par contre, dans le Rapport fait au nom de la Commission spéciale chargée de l'examen de la proposition de loi organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux (2), il a été constaté par le Gouvernement que ce même personnel "relève de l'application de la réglementation de mobilité valable pour le Fonction publique fédérale, de sorte que ce transfert peut également être organisé sur une base totalement volontaire".

Les extraits des travaux préparatoires qui viennent d'être cités sont contradictoires. Il s'ensuit qu'il n'existe aucune certitude quant au régime de transfert souhaité par le législateur en ce qui concerne la police maritime. Le législateur a laissé au Roi le soin de décider de ce régime.

Ainsi dans l'arrêté en projet une distinction nette est faite, au sein du personnel de la police maritime provenant du ministère des Communications entre les agents visés à l'article 5 du projet, ceux-ci étant soumis au régime de transfert d'office, et ceux visés à l'article 6 qui ne sont transférés qu'à leur demande.

En l'état actuel des textes, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure de vérifier s'il existe une justification objective et pertinente à cette distinction.

(1) Doc. parl., Chambre, 1618/1-97/98, p. 3.

(2) Doc. parl., Chambre, 1618/4-97/98, p. 3.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

Il y a lieu de préciser, dans l'intitulé, la date de la loi portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie, à savoir le 17 novembre 1998.

Par ailleurs, le texte néerlandais de l'intitulé serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule

Alinéa 2 (nouveau)

Il convient d'insérer dans le préambule en projet un alinéa 2 nouveau visant l'article 11 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, cet article constituant spécifiquement le fondement de l'arrêté en projet.

Cet alinéa sera rédigé comme suit :

"Vu la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, notamment l'article 11, § 4, inséré par la loi du 17 novembre 1998;"

.../...

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 3)

Il convient de viser plus spécifiquement l'article 22 de la loi du 17 novembre 1998 qui constitue le fondement légal de l'article 1er de l'arrêté en projet.

Alinéas 3, 4 et 6

Ces alinéas seront omis. En effet, ils ne procurent aucun fondement à l'arrêté en projet.

Alinéa 7 (devenant l'alinéa 5)

Il convient de supprimer les mots "Communications et Infrastructure," et de viser uniquement la date du "19 juin 1998".

Alinéa 8 (devenant l'alinéa 6)

Cet alinéa sera rédigé comme suit :

"Vu les protocoles de négociation du Comité du secteur VI, des 19 juin 1998 et 20 novembre 1998;"

.../...

Alinéa 12 (devenant les alinéas 10 et 11)

Lorsque l'avis est demandé dans un délai ne dépassant pas un mois, il est d'usage de rédiger comme suit les alinéas y relatif :

"Vu la délibération du Conseil des ministres du 30 octobre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 janvier 1999, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

Alinéa 13

Cet alinéa doit être omis.

DispositifArticle 1er

Les articles 2, 3°, 5, 2°, 9 et 16 de la loi du 17 novembre 1998 sont également mis en vigueur par l'article 1er du projet d'arrêté royal fixant la date de l'entrée en vigueur de certains articles de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie et organisant les modalités de transfert de certains membres du personnel de la police aéronautique à la

.../...

gendarmerie (1). Par ailleurs, l'article 9, précité, de la loi du 17 novembre 1998 est à nouveau mis en vigueur par l'article 1er du projet d'arrêté royal fixant la date de l'entrée en vigueur de certains articles de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie et organisant les modalités de transfert de certains membres du personnel de la société nationale des chemins de fer belges vers la gendarmerie (2).

La même observation vaut pour l'article 13.

Article 2

On écrira "les stagiaires candidats au grade d'agent ...", au lieu de "les stagiaires titulaires du grade d'agent ...".

Article 4

Pour la bonne compréhension de l'arrêté en projet, mieux vaudrait, dans le texte français, remplacer le mot "poste" par les mots "lieu d'affectation".

La même observation vaut pour les articles 6 et 7.

(1) faisant l'objet de l'avis L. 28.712/4, donné ce jour au Ministre des Transports.

(2) faisant l'objet de l'avis L. 28.624/4 donné ce jour.

Article 8

Au paragraphe 3, il conviendra de préciser la date de l'arrêté royal portant la mise en vigueur de certaines dispositions de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie.

Annexe

L'annexe doit porter la mention "Vu pour être annexé à Notre arrêté royal du ... fixant la date de l'entrée en vigueur de certains articles de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie et organisant les modalités de transfert de certains membres du personnel du ministère des Communications et de l'Infrastructure à la gendarmerie".

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Wat betreft de vervulling van de vormvereisten voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, is bij de adviesaanvraag een brief van de Minister van Ambtenarenzaken van 23 juni 1998 gevoegd, waarin hij kennis geeft van zijn akkoordbevinding en van die van de Minister van Begroting.

Die akkoordbevinding is blijkbaar verstrekt naar aanleiding van een eerdere versie van het ontwerp dan die welke thans ter fine van advies aan de Raad van State is voorgelegd.

In de brief wordt immers gealludeerd op een leeftijdsgrens in verband met de overplaatsing naar de rijkswacht. Welnu, die leeftijdsgrens is in de huidige versie van dit ontwerp geschrapt, en het wetsontwerp, dat de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht is geworden, is ondertussen gewijzigd juist om de Koning te verbieden in zulk een leeftijdsgrens te voorzien.

Dit advies wordt derhalve verstrekt onder voorbehoud van de akkoordbevindingen die voorgeschreven worden bij het voornoemde koninklijk besluit van 16 november 1994.

.../...

2. Dit ontwerp regelt de overplaatsing van personeelsleden van de zeevaartpolitie naar de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht.

Die overplaatsing geschiedt op vrijwillige basis, behalve wat betreft de personeelsleden die op 28 februari 1997 deel uitmaakten van de Regie voor maritiem transport en die na de ontbinding van de voornoemde regie zijn overgeplaatst naar het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur : die personeelsleden worden van ambtswege overgeplaatst.

Artikel 11, § 4, eerste en tweede lid, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, ingevoegd bij de wet van 17 november 1998, luidt als volgt :

"§ 4. De categorie bijzonder politiepersoneel omvat de personeelsleden van de zeevaartpolitie en van de luchtvaartpolitie die worden overgeplaatst naar de rijkswacht. Zij worden belast met de opdrachten bedoeld in de artikelen 16bis en 16ter van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.

De Koning bepaalt hun aantal en de nadere regels van de overplaatsing, zonder dat Hij daarbij een leeftijdsgrens mag invoeren."

In advies L. 27.631/4, dat hij op 3 juni 1998 heeft verstrekt over die bepalingen, die zich toen nog in de ontwerpfase bevonden, heeft de Raad van State voorgesteld om in de tekst zelf te vermelden of de overplaatsing vrijwillig, dan wel gedwongen geschiedt. Op dat voorstel is niet ingegaan wat de zeevaartpolitie betreft.

.../...

Uit de parlementaire voorbereiding kan in dat verband geen enkele lering worden getrokken.

Hoewel, immers, in de memorie van toelichting wordt gesteld dat "wat betreft de zeevaartpolitie (...) behoudens voor de vroegere personeelsleden van de Regie voor Maritiem Transport geen overplaatsing naar de rijkswacht (zal) worden opgelegd" (1), heeft de Regering daarentegen blijkens het verslag namens de bijzondere commissie belast met het onderzoek van het wetsvoorstel tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (2), vastgesteld dat datzelfde personeel "onder de toepassing valt van de mobiliteitsregeling geldend voor het federaal Openbaar Ambt, zodat ook hier de overplaatsing naar de rijkswacht volledig op vrijwillige basis georganiseerd kan worden".

De zonet geciteerde uittreksels uit de parlementaire voorbereiding zijn tegenstrijdig. Daaruit volgt dat er geen enkele zekerheid bestaat omtrent de overplaatsingsregeling die de wetgever wil invoeren met betrekking tot de zeevaartpolitie. De wetgever heeft de keuze van die regeling aan de Koning overgelaten.

Aldus wordt in het ontworpen besluit voor het personeel van de zeevaartpolitie dat afkomstig is van het Ministerie van Verkeer een duidelijk onderscheid gemaakt tussen de personeelsleden bedoeld in artikel 5 van het

(1) Gedr. St., Kamer, 1618/1-97/98, blz. 3.

(2) Gedr. St., Kamer, 1618/4-97/98, blz. 3.

ontwerp, die van ambtswege worden overgeplaatst en de personeelsleden bedoeld in artikel 6, die alleen op eigen verzoek worden overgeplaatst.

Bij de huidige stand van de teksten, kan de Raad van State er niet uit opmaken of er een objectieve en relevante reden bestaat voor dat onderscheid.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

In het opschrift behoort de datum te worden vermeld van de wet houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, namelijk 17 november 1998.

Voorts zou het opschrift beter als volgt worden geredigeerd :

"Koninklijk besluit tot vaststelling ... in de rijkswacht en tot bepaling van de nadere regels van de overplaatsing van sommige personeelsleden ...".

.../...

AanhefTweede lid (nieuw)

In de ontworpen aanhef behoort een nieuw tweede lid te worden ingevoegd waarin verwezen wordt naar artikel 11 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, daar dat artikel in het bijzonder de rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit.

Dat lid moet luiden als volgt :

"Gelet op de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, inzonderheid op artikel 11, § 4, ingevoegd bij de wet van 17 november 1998;".

Tweede lid (dat het derde lid wordt)

Er behoort meer in het bijzonder te worden verwezen naar artikel 22 van de wet van 17 november 1998 dat de rechtsgrond oplevert voor artikel 1 van het ontworpen besluit.

Derde, vierde en zesde lid

Die leden behoren te vervallen. Zij leveren immers geen enkele rechtsgrond op voor het ontworpen besluit.

.../...

Zevende lid (dat het vijfde lid wordt)

Dat lid behoort als volgt te worden geredigeerd :

"Gelet op het met redenen omkleed advies van het Hoog Overlegcomité van Sector VI, gegeven op 19 juni 1998;"

Achtste lid (dat het zesde lid wordt)

Dat lid behoort te luiden als volgt :

"Gelet op de protocollen van onderhandelingen van Sectorcomité VI, van 19 juni 1998 en 20 november 1998;"

Twaalfde lid (dat het tiende en elfde lid wordt)

Wanneer het advies binnen een termijn van ten hoogste een maand wordt gevraagd, is het gebruikelijk de desbetreffende leden te stellen als volgt :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad van 30 oktober 1998 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 januari 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

.../...

Dertiende lid

Dit lid moet vervallen.

DispositiefArtikel 1

De artikelen 2, 3°, 5, 2°, 9 en 16 van de wet van 17 november 1998 worden eveneens in werking gesteld door artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige artikelen van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht en tot organisatie van de modaliteiten van overdracht voor sommige personeelsleden van de luchtvaartpolitie naar de rijkswacht (1). Het voornoemde artikel 9 van de wet van 17 november 1998 wordt bovendien opnieuw in werking gesteld door artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van de inwerkingtreding van sommige artikelen van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en spoorwegpolitie in de rijkswacht en tot organisatie van de nadere regels van overdracht voor sommige personeelsleden van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen naar de rijkswacht (2).

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13.

(1) Waarover heden advies L. 28.712/4 gegeven is aan de Minister van Verkeer.

(2) Waarover heden advies L. 28.624/4 is gegeven.

Artikel 2

Men schrijve "de stagedoende kandidaat-agenten der zeevaartpolitie ...", in plaats van "de stagiairs met de graad van agent der zeevaartpolitie ...".

Artikel 4

Voor een goed begrip van het ontworpen besluit is het beter in de Franse tekst het woord "poste" te vervangen door de woorden "lieu d'affectation".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 6 en 7.

Artikel 8

In paragraaf 3 behoort de datum te worden vermeld van het koninklijk besluit tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht.

Bijlage

Onderaan de bijlage behoort te worden vermeld "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ... tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige

.../...

artikelen van de wet houdende integratie van de zeevaart-politie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht en tot bepaling van de nadere regels van de over-plaatsing van sommige personeelsleden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur naar de rijkswacht".

La chambre était composée de

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

P. GOTHOT,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
Mme F. CARLIER, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H. L. DETROUX,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door
Mevr. F. CARLIER, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN